

Économie et politique

L'appétit de sondages du gouvernement épinglé par une députée

BARTHELEMY PHILIPPE PUELLER, 26 NOVEMBRE 2020 À 14H28 MIS À JOUR LE 26 NOVEMBRE 2020



Amélie Gress - Capital

Dans le rapport qu'elle a consacré à la mission budgétaire Direction de l'action du gouvernement, la députée Les Républicains du Jura Marie-Christine Dalloz critique la hausse du recours aux études d'opinion par le gouvernement, depuis le début du quinquennat.

"La chose étonnante par les sondages dans la conduite de l'action publique devient trop importante". Le constat de la députée Marie-Christine Dalloz est sans appel. Autant qu'il ne s'agit pas d'indicateurs des sondages de la mission budgétaire de l'action du gouvernement" dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021, la représentante socialiste du Jura s'est livrée à une série de déclarations au service d'information du gouvernement (SIG) en 2020.

Pour ce rapport, ce service a été créé sous l'égide du Premier ministre, en charge de trois missions principales : le ciblage de la communication gouvernementale, l'information et la concertation avec le citoyen et l'évaluation des mesures gouvernementales. Marie-Christine Dalloz, dès ses premiers échanges de 2017, avait déjà constaté 24,1 millions d'euros, soit 18% de la mission budgétaire prévue pour 2020. Si certains intervenants, tels que la haute école de la stratégie budgétaire, qui a coûté 9 millions d'euros entre 2017 et 2019, pour répondre aux attentes des Français, à la fois en matière d'opinion et de sondages, la représentante s'est en revanche "trouvée déçagée" par "l'absence d'impact" des études d'opinion pour orienter les politiques publiques.

Sur le terrain. Sondages, ils ont fait leurs, un rapport parlementaire dénonce les dépenses de cette approche du gouvernement

De janvier à octobre 2020, le SIG a consacré 46 millions d'euros en lieu avec l'équivalent pour une facture approchant un million d'euros. Trois thématiques principales, le service s'est ainsi consacré à l'évaluation de 145 millions d'euros, de prestations extérieures, à l'aide de l'EDP, Chèque et l'Analyse l'impact des Français, par la haute école de sondages dans le projet d'indicateurs pour un coût total de 3,7 millions d'euros.

Et pourtant, le pic du questionnaire, constaté en 2019, ne sera sans doute pas battu. Les caractéristiques de cet exercice, marquées par l'urgence du Covid-19 et surtout, ont permis une inflation des dépenses constatées par le gouvernement pour améliorer l'opinion des Français. C'est ainsi que, si les études restent en constante pour un coût total de 3,7 millions d'euros.

Sur le terrain. Face au sondage : les députés veulent lever les dépenses sans d'impact

Une enquête dans les clubs autour des villes de millions 2018 (1,67 million d'euros), dont l'objectif a été manqué par la réforme de la DGF et l'augmentation du mouvement des Clubs locaux. Deux thématiques qui ont entraîné l'adoption de la commission de plusieurs dizaines d'études d'opinion et "rapports" de questions d'actualité auprès du grand public.

Enfin, l'année 2017 est citée en exemple par la représentante. Si la comparaison de cet exercice, à l'échelle nationale, avec les services n'est pas forcément pertinente, les services des deux Premiers ministres qui s'étaient succédés à Matignon, Bernard Cazeneuve et Édouard Philippe, avaient eu des comportements "typiques" de sondages. Constatant la facture s'être élevée à 1 million d'euros seulement.

C'est pourquoi, par la députée Marie-Christine Dalloz, a été lancé un rapport : "Si les buts que le comité a fixé, et l'engagement important des administrations publiques appelées à garantir des engagements en ce domaine sont respectés".

<https://www.capitale.fr/economie-politique/rapport-de-sondage-du-gouvernement-epingle-par-une-deputee-136863>